

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 06/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BRIQUETERIES DU NORD SA.**

BRIQUETERIE DU NORD SA.

RUE GAUTHIER

59242 Templeuve-En-Pévèle

Références : V3/2025/37

Code AIOT : 0007000100

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement BRIQUETERIES DU NORD SA. implanté CANCHOMPRES 59242 Templeuve-en-Pévèle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 17 décembre 2024, inopinée, vise notamment à constater l'évolution des conditions d'exploitation au niveau de la fosse de la zone Nord, alors que les fronts d'exploitation atteignent les limites du périmètre autorisé de la carrière et que des glissements y avaient été constatés lors de la visite du 29 février 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRIQUETERIES DU NORD SA.
- CANCHOMPRES 59242 Templeuve-en-Pévèle
- Code AIOT : 0007000100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques principales de la carrière "Briqueterie du Nord" de Templeuve sont les suivantes :

- surface d'autorisation de 43,5 ha,
- profondeur maximale à la cote +20 m NGF,
- capacité de 187 000 t/an,
- nombre d'employés : 4,
- urbanisation : première habitation à quelques mètres de l'entrée de la carrière.

L'exploitation est autorisée au titre des rubriques 2510-1 et 2515-1 de la nomenclature des ICPE par l'arrêté du 07/09/2009. L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 2019 encadre la poursuite d'exploitation et le remblaiement de la carrière d'argile et de sable.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Bande des 10 mètres	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Clôtures	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	7 jours
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Code de l'environnement du 28/01/2025 - article L. 512-1, rubrique 2510	Code de l'environnement du 28/01/2025, article L. 512-1	Amende, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, l'inspection constate que l'exploitant a sécurisé les abords de la fosse nord avec une clôture munie de panneaux avertissant du danger.

Toutefois, il est demandé à l'exploitant de démontrer que la clôture actuellement installée est située au sein de l'emprise autorisée de la carrière (et non pas à l'extérieur), et d'achever la restauration de la bande des 10 mètres entre les fronts d'exploitation et la limite du périmètre autorisé.

Le 31 décembre 2024, le préfet du Nord signait un arrêté de mise en demeure demandant le respect des deux articles 13 et 14.1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susmentionnés. Le récolement de cet arrêté de mise en demeure fera l'objet d'une visite d'inspection ultérieure en 2025.

Par ailleurs, au cours de la visite, l'inspection constate le non-respect de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. La zone de ravitaillement des engins en carburant n'est pas conforme et risque d'occasionner une pollution du sol. De même, des produits chimiques et déchets liquides ne sont pas placés sur des rétentions conformes.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dans un délai de 2 mois.

Enfin, l'inspection constate qu'une parcelle de plus de 8000 m<sup>2</sup> en dehors du périmètre autorisé a été exploitée par la société BDN sans autorisation administrative.

En conséquence, en application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, l'inspection propose à Monsieur le préfet un projet d'amende administrative d'un montant de 5 000 euros, ainsi qu'un projet d'arrêté de mise en demeure de dépôt de dossier de porter à connaissance.

Les constats et les éléments de justification de cette proposition sont détaillés dans la fiche de constat du présent rapport de visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bande des 10 mètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, distance des fronts d'exploitation au périmètre autorisé
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, le 17 décembre 2024, l'inspection constate que l'exploitant procède au remblayage de la fosse nord de la carrière afin de restaurer, à terme, les terrains à une hauteur comparable aux terres agricoles avoisinantes.  L'exploitant a réalisé, à l'aide de déchets inertes d'origine extérieure, une bande de terrain d'une largeur de 10 mètres environ, venant s'adosser au front d'exploitation, au niveau de la zone effondrée observée par l'inspection le 29 février 2024 afin de sécuriser la zone.  De plus, de part et d'autre de cette bande de terrain, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas achevé de restaurer la bande des 10 mètres.  Le 31 décembre 2024, le préfet du Nord a signé l'arrêté préfectoral de mise en demeure demandant le respect des prescriptions de l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre

1994.
Cet arrêté de mise en demeure du 31 décembre 2024 fera l'objet d'une visite de récolement ultérieure, à l'issue du délai de mise en conformité accordé à l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 2 : Clôtures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité des abords de la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. [...]  <b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'inspection constate que l'exploitant a installé une clôture munie de panneaux destinés à avertir du danger aux abords du périmètre autorisé de la carrière.  L'inspection constate que la zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est signalée et interdite d'accès par une clôture en bon état.  Il conviendra que l'exploitant justifie que la clôture actuelle est posée le long du périmètre autorisé de la carrière et non pas au-delà de ce périmètre.  Le 31 décembre 2024, le préfet du Nord a mis en demeure l'exploitant de respecter l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Cet arrêté ministériel fera l'objet d'une visite de récolement ultérieure de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ravitaillement des engins et rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  18.1. Prévention des pollutions accidentelles :

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

#### Constats :

Le jour de la visite, l'inspection constate que l'exploitant a mis en place une zone de ravitaillement des engins de chantier dans la partie Nord de la carrière.

L'exploitant a disposé une cuve double enveloppe de carburant sur un sol perméable.

De même, la plateforme de ravitaillement n'est pas imperméabilisée.

Il n'y a pas en conséquence de dispositif de collecte des liquides résiduels pollués associés à cette plateforme.

A proximité des bureaux, l'inspection constate la présence d'un cubitainer disposé sur rétention.

L'exploitant indique que cette cuve sert à collecter des huiles minérales usagées liées à l'entretien des véhicules. Les eaux de toiture du bâtiment à proximité coulent dans la rétention. De plus la rétention n'est pas assez large et ne protégerait pas efficacement le sol dans le cas d'une rupture accidentelle de la cuve.

Le sol à côté de la cuve est visiblement souillé par des huiles minérales.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dans un délai de deux mois en se dotant d'une zone de ravitaillement et de rétentions conformes à la réglementation applicable.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de l'analyse et de l'évacuation vers une filière adaptée des terres qui ont servi de plateforme de ravitaillement et des terres à coté de la cuve d'huiles minérales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 :** Code de l'environnement du 28/01/2025 - article L. 512-1, rubrique 2510

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/01/2025, article L. 512-1

**Thème(s) :** Situation administrative, Installation illégale

**Prescription contrôlée :**

Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.

Rubrique 2510. Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux

Matériaux, minerais et métaux

(Rubrique modifiée par les Décrets n° 2006-646 du 31 mai 2006, n° 2009-841 du 8 juillet 2009, n° 2009-1573 du 16 décembre 2009 et Décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017)

**Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de).**

**1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6. (A - 3)**

#### **Constats :**

Le jour de la visite, l'inspection constate que l'exploitant a exploité et remblayé une parcelle qui ne faisait pas partie du périmètre autorisé de la carrière par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2009.

L'exploitation de cette parcelle par la société BDN, à proximité immédiate du périmètre autorisé de la carrière Briqueteries de Nord de Templeuve, n'a pas fait l'objet de demande d'autorisation d'exploitation au titre de la réglementation des ICPE.

Il s'agit donc d'une exploitation de carrière sans autorisation administrative, et sans évaluation des risques et des nuisances causées par l'excavation et le remblayage de la parcelle, notamment pour les riverains, pour les risques d'atteintes à la nappe phréatique lors du remblayage via des déchets inertes extérieurs K3+.

La surface est exploitée correspondant à la parcelle 0052 de la section AW (anciennement 1788 de la section B07) est de 8703 m<sup>2</sup>.

Cette activité est exercée sans l'autorisation administrative requise, aussi l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de son activité en déposant un dossier de porter à connaissance dans un délai de 3 mois.

De plus, considérant l'absence d'évaluation des impacts liés au décapage, à l'excavation des terrains, à leur remblayage par des déchets inertes extérieur, l'inspection propose à Monsieur le préfet un projet d'amende administrative à l'encontre de l'exploitant d'un montant de 5 000 euros.

Le montant de l'amende administrative est proposé à partir du coût que représenterait l'évaluation des risques et nuisances d'un tel projet via la constitution d'un porter à connaissance comprenant notamment une étude faune, flore, habitat, et une étude hydrogéologique, ainsi qu'une procédure de demande d'examen au cas par cas pour la soumission à étude d'impact du projet comme le prévoit l'article R. 122-2 du code de l'environnement pour les extensions de carrière de moins de 25 ha.

L'inspection propose de retenir le montant de 5 000 euros, étant donné la gravité de l'atteinte aux intérêts protégés que constitue l'exploitation et le remblayage avec des déchets inertes K3+

de cette parcelle de 8703 m<sup>2</sup> sans autorisation administrative et sans étude préalable.

**Observation** : Il convient de s'assurer de l'absence de préjudice potentiel vis-à-vis des eaux souterraines, lié au remblayage avec des déchets inertes dits K3+, et pour lequel aucune étude hydrogéologique n'a été fournie sur cette extension.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de l'origine et de l'aspect inerte des matériaux qui ont été mis en remblais sur cette parcelle dans son dossier de porter à connaissance.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Amende, Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais** : 3 mois